

**L'EXIL BRÉSILIEN
EN FRANCE**

Histoire et imaginaire

Le colloque dont est issu ce livre
« Mémoires, histoire et imaginaires de l'exil brésilien en France »
a été organisé du 23 novembre 2005 au 25 novembre 2005
par :

Idelette Muzart - Fonseca dos Santos, Professeur Paris X,
et Denis Rolland, Professeur Univ. Strasbourg 3, IEP,

avec Geneviève Dreyfus-Armand, Directrice de la BDIC,
et Didier Musiedlak, Professeur Paris X
à l'Université de Paris X – Nanterre
au Théâtre du Lucernaire
et à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

Organisation de l'ouvrage et révision des textes :
Idelette Muzart Fonseca dos Santos
et Denis Rolland

Ouvrage publié avec l'appui de
la Mairie de Nanterre
et de
l'Association des Etudiants lusophones de Paris-X « Morabeza »

Remerciements :

- à l'Université de Paris X-Nanterre (Présidence, EA 369 Etudes romanes, UFR de langues, Département d'histoire),
- à la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC),
- à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Centre d'histoire,
- à l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg (Université Robert Schuman),
- au Centre de recherche Frontières, Acteurs et Représentations de l'Europe (FARE, Université Robert Schuman),
- au Programme CAPES-COFECUB « Modernités alternatives »,
- au Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (ACI),
- au Théâtre du Lucernaire, Paris,
- aux Editions L'Harmattan et à Mélanie Soguet en particulier.

Certains intertitres sont de la responsabilité des coordinateurs, en vue de l'homogénéisation de l'ouvrage

Idelette Muzart-Fonseca dos Santos
&
Denis Rolland
(dir.)

**L'EXIL BRÉSILIEN
EN FRANCE**

Histoire et imaginaire

« Paris est une fête, mais pour beaucoup c'est également une fin de fête »

L'Harmattan

**Ce livre est dédié à Joëlle Chassin, une présence discrète
qui donne tant aux travaux universitaires français sur l'Amérique latine.**

Photo de couverture (en haut à gauche) :
Raymond Depardon pour *L'Express*,
avec la généreuse autorisation de Raymond Depardon.

© L'Harmattan, 2008
5-7, rue de l'École polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-05832-3
EAN : 9782296058323

SOMMAIRE

Mémoire, histoire et imaginaire de l'exil brésilien : introduction	7
PREMIERE PARTIE : MEMOIRES ET HISTOIRE D'EXIL.....	15
Chapitre 1. Mémoires en exil, mémoires de l'exil	17
Chapitre 2. Culture Politique, démocratie et exil des Brésiliens en France dans les années 1960-1970.....	35
Chapitre 3. L'Etat français et les exils brésiliens : prudence d'Etat, Guerre froide et propagandes.....	49
Chapitre 4. Mémoires de la répression politique chez les exilés brésiliens en France	125
Chapitre 5. Féminisme et lutte armée : un regard de l'exil	145
Chapitre 6. Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil.....	159
DEUXIEME PARTIE : ITINERAIRES, PARALLELES ET MODELES.....	173
Chapitre 7. France, Terre fertile d'exil ? La mort de Dom Pedro II à Paris et la construction française de la mythologie impériale	175
Chapitre 8. L'exil comme mutation de la présence latino-américaine en France à l'époque des dictatures civilo-militaires	185
Chapitre 9. « On déguste l'amer caviar de l'exil à plusieurs sauces » : un schéma théorique pour comprendre les exils latino-américains	207
Chapitre 10. L'exil des intellectuels brésiliens et chiliens en France lors des dictatures militaires : une « histoire croisée ».....	225
Chapitre 11. Humberto Delgado : asile et exil du Portugal au Brésil démocratique (1959-1961).....	241
Chapitre 12. Lectures brésiliennes du féminisme français et mécanismes d'identification au Brésil	261
TROISIEME PARTIE : LES MOTS DE L'EXIL.....	281
Chapitre 13. Le chant du <i>sabiá</i> funambule : exil, nostalgie et répression dans le Brésil de la dictature militaire, de Tom Jobim et Chico Buarque à Gilberto Gil et João Bosco.....	283
Chapitre 14. L'exil et sa relecture chez Conrad Detrez.....	301
Chapitre 15. Glauber Rocha et les lettres de l'exil.....	315
Chapitre 16. Glauber Rocha et la tentation de l'exil 1972-1976	327
Chapitre 17. Le rire sur la corde raide : l'humour dans le théâtre de Boal en exil .	341
Chapitre 18. Le regard décalé de l'exilé sur le Brésil post-amnistie : Sebá, personnage de l'humoriste Jô Soares.....	365
CONCLUSION	375
Table détaillée	393

MEMOIRE, HISTOIRE ET IMAGINAIRE DE L'EXIL BRÉSILIEN :

introduction

Denis Rolland

Le contenu du mot “ exil ” est incertain. L'étymologie (*exsilium*) propose l'idée d'une expulsion hors de la patrie, d'un bannissement du *solum*, le pays, la contrée. Mais, à ce substantif, les encyclopédies se contentent de renvoyer vers des épisodes précis de l'Antiquité, biblique en particulier, ou de l'époque contemporaine ; dans le cas français, c'est l'“ Exode ” de mai-juin 1940 qui est volontiers donné en illustration. Les limites du terme sont donc floues et les distinctions sémantiques sérieuses d'un exemple à l'autre : entre exil “ forcé ” et exil “ volontaire ”, entre exil et exode, entre exil individuel et exil de groupe, entre exil et migration aussi (autour notamment du problème de la durée), entre exilé et réfugié enfin¹. Les conditions initiales du déracinement pourraient permettre, certes, *a priori*, de distinguer entre les exilés et les autres émigrés. Car, toujours *a priori*, l'exil, qu'il soit individuel ou collectif est d'origine politique. Mais les archétypes favorisent déjà une certaine confusion : pour le peuple hébreu, les circonstances de l'Exode ou *sortie* d'Égypte au XIII^e siècle et l'Exil ou la *déportation* à Babylone au VI^e siècle, avant notre ère, sont de nature différente : une sortie “ volontaire ” pour le premier et, pour le second, une déportation.

Les choses ne sont pas nécessairement plus simples pour l'exil brésilien.

En 1964, le coup d'Etat militaire au Brésil marque la fin de l'expérience réformiste de gauche et une première vague d'exils : celles des hommes politiques exclus du pouvoir, à commencer par le Président déchu João Goulart. Tandis qu'une majorité de la population brésilienne a alors validé l'idée « préservatrice » (de l'ordre) ou « défensive » (face à la menace

¹. Cf. Janine Ponty dans le n° 44 de *Matériaux* (octobre-décembre 1996) consacré aux “ Exilés et réfugiés dans la France du XX^e siècle ” qui reprend le dictionnaire Bescherelle de 1846 : l'exil s'applique au pays de départ (l'exilé est “ celui, celle qui s'expatrie ou qu'on chasse de sa patrie ”), le refuge au lieu d'arrivée (le réfugié “ s'est retiré en quelque lieu pour être en sûreté ”). Merci à elle pour la relecture de cet éditorial.

marxiste) du « coup » souhaité par les élites conservatrices et réalisé par les militaires. Le durcissement de l'état d'exception à partir de 1967, la mise en place de l'Acte Institutionnel n°5 en décembre 1968 et une répression de plus en plus violente, avec en miroir l'essor de l'action de terrain de la gauche révolutionnaire, marquent un deuxième temps de l'exil. Après le coup d'Etat de 1973 à Santiago, les Brésiliens réfugiés au cœur de l'expérience socialiste chilienne doivent se trouver une nouvelle patrie d'accueil : troisième vague. La décrue n'intervient qu'aux alentours de 1979 (amnistie), bien avant la fin du régime militaire (en 1985).

La France est un pays d'accueil important pour cet exil. Les élites latino-américaines – surtout de gauche - ont conservé du XIX^e siècle un certain tropisme francophile et regardent Paris avec une intensité exceptionnelle. Les réputations se sont faites à Paris, la mode est venue de Paris, tout comme les idées nouvelles... Après la Révolution républicaine de 1889, au son de la Marseillaise, l'empereur Dom Pedro II s'est exilé en France.

En 1964, l'exil brésilien politiquement « traditionnel » (politiciens réformistes, de milieux socialement aisés, disposant de réseaux de solidarité) ne pose pas beaucoup de problèmes. Sauf qu'on est en climat de Guerre froide et qu'aux yeux du ministère de l'Intérieur, il ne fait pas bon être communiste ; et que le général de Gaulle avait déjà prévu un grand voyage en Amérique latine devant inévitablement passer par le Brésil : alors ces exilés ne doivent pas gêner les relations entre Etats.

Lorsque la violence politique s'accroît au Brésil et que le nombre de réfugiés augmente, brassant beaucoup plus de classes moyennes et plus d'individus mêlés à la lutte armée, les problèmes politiques, sociaux et économiques de l'« accueil » changent de nature. Que faire avec des « terroristes » ? Comment aider des victimes de la torture ? Comment aider une quantité beaucoup plus importante de réfugiés démunis ? Comment maintenir les liens économiques avec le « miracle brésilien » tout en ne cautionnant pas une violence d'Etat devenue non dissimulable ? Quelles sont les collaborations entre Etats à propos des exilés ? Quelles mutations politiques, idéologiques, culturelles provoquent chez les exilés brésiliens le passage par la France ?

Cet ouvrage tente de répondre à ces questions et à bien d'autres, à partir de sources brésiliennes et françaises. Des questions essentielles pour l'histoire d'un pays, le Brésil, qui n'a pas achevé son *aggiornamento* mémoriel pour les années de dictature ; mais aussi pour l'histoire de la France dont la politique et les structures d'accueil, les réseaux politiques et sociaux sont ici revisités.

Et d'abord l'histoire du Brésil.

Le Brésil, « aimez-le ou quittez-le ! » (*Ame-o ou Deixe-o!*). Ce slogan efficace des années de dictature au Brésil dit presque tout de la problématique initiale de ce livre. L'exil est un mécanisme nécessairement instrumentalisé, à

des degrés divers, par les gouvernements autoritaires¹. L'opposant ou supposé tel, déclaré illégitime, doit au mieux se taire, sinon partir ou finir en prison... dans le meilleur des cas.

Pour l'historien, cette « semence » d'émigrés involontaires d'origine politique, cette diaspora aux espaces disjoints et mobiles, d'un pays à l'autre, d'une ville à l'autre, devient un objet d'études. La majorité des exils est « silencieuse » : elle ne laisse pas de trace ou très peu, et devient inaudible sous le bruissement de quelques exils « bavards » et sonores, ceux des opposants engagés, auteurs de textes politiques et/ou littéraires parmi lesquels d'où se distinguent, dans le cas français, quelques grandes figures emblématiques de Napoléon ou de Victor Hugo à Georges Bernanos, Charles de Gaulle ou Maurice Schumann et tout cet exil lié à la Résistance si fortement, si exceptionnellement producteur d'écrits. L'analyse importe alors pour concevoir certaines fragmentations du tissu politique et social dans un cadre national où la liberté d'expression est baillonnée, à des degrés divers selon les moments. Pour comprendre le Brésil d'alors, de cette suspension de la démocratie et des libertés fondamentales, il faut donc *aussi* saisir l'activité de l'exilé ; ses modalités d'expression ; ses rythmes d'évolution et de mémoire spécifiques ; ses paramètres d'exposition aux influences étrangères, distincts du reste de la population nationale ; ce qu'il hérite de l'exil en matière sociale, idéologique ou culturelle ; et ses capacités de réintégration dans la société d'origine après l'exil.

Ce livre est donc destiné à ouvrir une fenêtre sur un des lieux de la vie politique et culturelle brésilienne, en donnant une continuité entre ce qui se passe à l'intérieur du pays et ce qui se passe à l'extérieur. En donnant aussi aux espaces très disjoints de l'exil un élément de continuité « extérieure ». Il s'agit de contribuer au « ressaisissement » d'une communauté. Car l'exil, cette atomisation involontaire de citoyens, cette dispersion géographique d'un corps social, constitue ainsi une autre source de la vie politique et culturelle, comme de l'image du pays et de son évolution. Ce livre cherche aussi à mieux équiper les zones faibles de l'historiographie. Alors que les moindres recoins de la lutte armée ont fait l'objet de travaux universitaires, les pans actifs de la dictature sont souvent en friches : n'existe ainsi qu'une thèse sur l'ARENA soutenue il y a trois ou quatre ans mais jamais publiée... Les ouvrages sur l'appareil de répression ne sont pas légion...

Cette tentative d'appréhension doit être menée en conservant à l'esprit trois paramètres faisant que la population des exilés est un groupe difficile à cerner : - beaucoup d'entre eux ne prennent pas ou n'obtiennent pas le statut de réfugié politique ; nombre d'émigrés involontaires ne sont pas réfugiés ;

1. Mais pas seulement : les démocraties ont aussi parfois leurs exilés politiques ; voir à ce sujet le numéro de la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* que nous avons organisé sur « L'exil français et belge », BDIC, Nanterre, 2005.

- les limites entre le séjour de formation ou professionnel et celui d'un émigré involontaire sont souvent ténues et perméables ; Fernando Henrique Cardoso, invité à enseigner à l'université de Nanterre décide de quitter son poste de fonctionnaire international au Chili pour la France : cela n'en fait pas un réfugié ; mais l'homme est assurément mal venu et *a priori* en danger à certains moments dans son pays : il appartient d'une certaine manière à la communauté des exilés.

- la mémoire, enfin, a plutôt valorisé l'exil et travaillé à l'élargissement numérique de la communauté d'exilés¹.

Ce livre vise interroger aussi à deux niveaux l'histoire de la France et de son rayonnement.

Parce que la destination française et parisienne n'est pas le fruit du hasard, il faut d'abord mettre en perspective ce tropisme. Comme pratiquement partout ailleurs en Amérique latine, les élites brésiliennes regardent Paris avec une intensité exceptionnelle depuis le XIXe siècle. Les réputations se font à Paris, la mode est de Paris, tout comme les idées nouvelles... Dom Pedro II s'est exilé en France après le coup d'Etat qui l'a déposé, instaurant la République en 1889. Et quelques décennies auparavant, Jacques Offenbach portait sur la scène un riche Brésilien arrivant de « Rio de Janeiro » et dépensant de mille manières futiles sa fortune accumulée au Brésil. Sauf qu'au temps de la Guerre froide, la présence étrangère en France est plus ou moins tolérée, acceptée ou problématique et que le sentiment de la menace d'expulsion ou de coopération policière préoccupe beaucoup les exilés.

Il s'agit surtout de mieux comprendre les modalités très différenciées d'un « accueil » des étrangers en France, en particulier des exilés politiques entre les années 1960 et 1980. La France est volontiers convaincue d'être de tradition une « terre d'asile ». Mais le contraste demeure entre une histoire des communautés exilées, encore très parsemée, et les horizons peuplés d'une historiographie de l'immigration, voire de la xénophobie en France, désormais bien équipée en instruments d'études², avec une conséquence : l'image de l'accueil a été « révisée par rapport aux reconstitutions *a posteriori* et aux exaltations romantiques.

Il s'agit de préciser notamment :

- les réactions politiques françaises à la suspension de la démocratie et aux gouvernements militaires brésiliens ;
- les attitudes vis-à-vis de l'afflux (modéré) de candidats à l'exil et de réfugiés ;
- la perception, appréhension et gestion d'un groupe d'opposants souvent militants ;

1. Cf. Denise Rollemberg, *Entre raïzes e radares*, Rio de Janeiro, Record, 1999.

2. Cf. par exemple le n° 44 de *Matériaux* déjà cité. Voir aussi, Gérard Noiriel, *Réfugiés et sans-papiers. La République face au droit d'asile. XIXe - XXe siècle*, Hachette, 1991.

- les structures d'accueil utilisées ou mises en place ;
- les réseaux de soutien intellectuel ou politique ;
- l'impact des rencontres entre courants politiques, culturels ou sociaux de nationalités différentes (socialismes, féminismes notamment).

Il s'agit enfin de travailler en histoire des relations internationales sur des horizons variés, depuis les politiques d'Etat ou les relations entre administrations spécialisées (diplomatie, police...), jusqu'aux réseaux intellectuels transatlantiques informels ou au vécu ou perceptions de l'étranger.

C'est à rassembler des travaux éparés pour "équiper" un peu mieux cette histoire de l'exil brésilien en France, pour lui donner un peu d'ampleur géographique et de profondeur chronologique que ce numéro est consacré.

Avant le coup d'Etat de 1964, le Brésil est en proie à une ébullition politique très intense. L'ensemble des forces de gauche aspire à changer le pays, à lui faire vivre cette seconde indépendance, l'indépendance économique rêvée, depuis longtemps, après l'indépendance politique de 1822. Et, pour beaucoup, cela doit passer par des réformes « de base », dont la réforme agraire, objectif qu'il faut juger à l'aune d'un pays alors encore à demi-rural...

Le projet réformiste de gauche a été mis en échec au printemps 1964. Le coup d'Etat du 31 mars 1964 est vécu par des forces conservatrices à la surface d'influence importante comme un véritable sauvetage de la démocratie : elles croient ou laissent penser à une menace communiste sur la « démocratie » brésilienne.

De fait, Cuba donne alors volontiers le « la » idéaliste à une partie de la gauche brésilienne et du reste du monde. En 1964, nous ne sommes pas très loin des débuts de la révolution cubaine (1959) et de son extraordinaire projection continentale et internationale. En outre, sa radicalisation communiste n'était pas *a priori* prévisible ou certaine : elle est volontiers vécue en Amérique latine à gauche comme une réaction de défense nécessaire face à « l'impérialisme » et à « l'agression yankee » et à droite comme la manifestation des risques à laisser trop se développer des idées ou mouvements de gauche.

De plus, à gauche, la révolution castriste est apparue à beaucoup comme légitime, même en dehors de tout processus démocratique d'accès au pouvoir. Au Brésil, l'idée que le respect de la démocratie est indispensable à un processus de révolution sociale et économique ne traverse pas toute la gauche au début des années 1960. Et, dans la pensée de gauche idéaliste révolutionnaire, la stratégie des *focos* n'a pas encore montré ses limites.

L'Amérique est un des cœurs battants de la Guerre froide ; et le Brésil de João Goulart apparaît alors comme une pièce à la fois instable et majeure du puzzle mondial qu'il convient de s'assurer, pour les groupes politiques

nationaux, pour l'un ou l'autre « bloc » international et leurs partisans ou relais internes.

Pour l'ensemble des forces de gauche, le coup d'Etat commencé dans la nuit du 30 mars est une immense défaite.

Pas seulement parce que l'armée prend le contrôle du pays avec le soutien d'une partie conservatrice de la société, craignant la mise en cause de l'ordre et du progrès économique et la contagion « communiste ». Mais aussi parce que le coup d'Etat « civilo-militaire », comme on le désigne parfois, n'a pas donné naissance à beaucoup d'affrontements. A de rares exceptions près, la « résistance » de la société civile au coup d'Etat ne s'est pas manifestée. Et une grande majorité de la population brésilienne a alors validé l'idée « préservatrice » (de l'ordre) ou « défensive » (face à la menace marxiste) du « coup » souhaité par les élites conservatrices et réalisé par les militaires. A droite comme à gauche, la pratique démocratique ne constitue pas encore une tradition au Brésil, et pas seulement parmi les élites.

Le durcissement de l'état d'exception à partir de 1967 interdit l'accès à la scène politique de la gauche modérée. En décembre 1968, la mise en place de l'Acte Institutionnel n°5 (AI-5) marque en miroir l'essor de l'action de terrain de la gauche révolutionnaire. Mais cette lutte armée, commencée avant 1968, est défaite, en milieu urbain, en 1971, en milieu rural en 1973-1974. Ainsi, le projet réformiste de gauche avait échoué avec le coup d'Etat de 1964 ; et, en 1971-1974, c'est le projet révolutionnaire de gauche qui est à son tour mis en échec. Les gauches - réformistes et révolutionnaires - sont défaites.

Dans ce contexte, l'exil intervient comme une des voies possibles de reconstruction idéologique des gauches brésiliennes, au contact de gauches européennes ou nord-américaines ayant l'expérience de la pratique démocratique.

Après 1968, le chemin de l'exil accompagne plus que jamais la répression. Le Brésil vit alors des temps de « miracle » économique, avec des taux de croissance impressionnants, une urbanisation accélérée, un sentiment de prospérité, l'idée du plein emploi et une apparence de paix sociale considérable : c'est sur cette toile de fond que la gauche révolutionnaire est annihilée, que la gauche modérée se tait, qu'un projet politique de gauche est à reconstruire...

Comment appréhender l'exil ? S'il est facile de s'accorder sur un préalable - il y a alors plusieurs sortes d'exil, il y a des exils -, il faut préciser certains critères d'examen pour aller un peu plus loin.

De fait, cet exil brésilien peut être appréhendé de manière complémentaire par trois ensembles typologiques au moins : la temporalité, la géographie ou les mutations idéologiques.

Premier critère, la temporalité. Dans cette histoire de l'exil brésilien, il y a assurément d'abord des temporalités diverses. Si l'on s'en tient à la chronologie politique intérieure brésilienne, on peut sans trop de difficultés

distinguer dans l'exil quatre phases : du coup d'Etat à l'AI-5 (1964-1968) ; de l'AI-5 à l'ouverture ou à l'amnistie (1968-1979) ; après l'amnistie, la phase de retour (après 1979) ; puis celle de la mémoire postérieure, de la construction ou reconstruction de cette mémoire d'exil ; un temps de l'agrégation où le nombre d'exilés ou de « résistants » augmente aussi virtuellement que considérablement. Mais, si l'on doit inclure le poids des conjonctures étrangères : il est alors indispensable d'intercaler une cinquième phase, articulant aussi l'exil autour de la chute du gouvernement de l'Unité populaire au Chili en 1973, autour du coup d'Etat contre Salvador Allende ; de 1973 à l'ouverture, de l'ouverture à l'amnistie ...

Deuxième critère, la géographie. Il existe des géographies de l'exil. Par cercle concentrique : l'exil de voisinage, l'exil continental, l'exil intercontinental. Uruguay, Argentine font partie des premières destinations des exilés. Mais Chili et Mexique s'imposent rapidement aussi comme des terres de protection, tout comme La Havane pour les plus militants. Au-delà du continent, il y a principalement les pays socialistes et les pays d'Europe libérale. Parmi les pays socialistes, Pologne, Tchécoslovaquie, URSS, RDA, Yougoslavie notamment, et l'Algérie, auréolée de sa décolonisation victorieuse. Parmi les pays d'Europe occidentale, les Pays-Bas, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, les pas scandinaves et, bien sûr, La France, devenue selon certains, le centre le plus important des gauches brésiliennes après le coup d'Etat au Chili. Après 1974, il faut ajouter à ce panorama le terrain de mission que représentent les anciennes colonies portugaises (Angola, Mozambique...)

Troisième critère, l'imaginaire ou les mutations idéologiques. Dans ce livre, l'imaginaire de l'exil – celui de l'exilé ou celui sur l'exilé – prend une place centrale. Car l'exil est double : si l'exil est physique, avec l'éloignement spatial vis-à-vis du pays, il est foncièrement mental, les mémoires construites durant l'exil s'éloignant progressivement, peu ou prou, de la réalité du pays. Il est difficile pour l'exilé d'ancrer sa perception de la vie politique et sociale brésilienne dans une réalité dont il est très éloigné : souvent déjà victimes d'une perception tronquée ou erronée de la réalité brésilienne avant leur départ en exil, après, et quelle que soit leur volonté d'information, les gauches demeurent ainsi progressivement de plus en plus éloignées et ignorantes de la réalité qu'elles veulent transformer. Et la réalité nationale reconstruite se distingue parfois mal des désirs. Depuis l'exil, il est difficile de concevoir le projet modernisateur du régime instauré en 1964, les militaires étant seulement perçus comme de bons exécutants répressifs au service de l'impérialisme et des élites locales qui leur servent de relais. Cette interprétation du rapport d'une société à un régime autoritaire est un phénomène classique des expériences d'exil, traduisant l'indispensable refus de l'exilé d'accepter l'indifférence voire l'accord, la complicité de la société avec le régime qui l'a expulsé : à quoi bon sinon maintenir la position de résistance et l'attitude militante, si l'on conçoit que la société pour laquelle on se bat n'est pas, majoritairement - consciemment ou

non - de son côté ? Les exilés brésiliens vécurent, en France comme dans d'autres pays, avec l'écho et la mémoire de la répression politique. Et la distance facilite les mécanismes d'idéalisation. À leur retour, de nombreux exilés étaient porteurs d'une vision du pays et de la société plutôt éloignée de la réalité, ce qui aggrava l'impact de leur arrivée, leur imposant une révision de leur pays et d'eux-mêmes. A l'inverse, une partie de la reconstruction idéologique des gauches, le réalisme, l'ancrage, voire la conversion démocratique pour certains « révolutionnaires » s'opère dans l'exil, au contact des gauches européennes et de leurs convictions démocratiques.

2005 fut l'Année du Brésil en France. Le colloque dont est partiellement issu cet ouvrage fit partie des activités scientifiques promues sous les auspices des deux gouvernements. Et ce n'est nullement un hasard s'il eut lieu en partie à l'Université de Paris-X-Nanterre, d'où surgit la révolte étudiante de mai 68 et où Fernando Henrique Cardoso fut professeur, pendant un exil qui n'en fut pas tout à fait un, durant cette période de révolte et de révolution. Ce n'est donc pas un hasard non plus si nous nous sommes retrouvés dans ce lieu de mémoire entre chercheurs brésiliens et français, ex-exilés et jeunes étudiants pour étudier ces « années de plomb » à travers le prisme de l'exil, évaluer le travail différentiel de la mémoire, comprendre les paramètres de la politique d'accueil de la France des années 1960 et 1970. Ce n'est pas tout à fait non plus un hasard si c'est la maison d'édition qui a repris les locaux parisiens de la librairie brésilienne, fondée par des exilés politiques brésiliens, qui édite ce livre en cette date anniversaire de l'apogée institutionnel de la dictature brésilienne, quarante ans après la promulgation de l'Acte Institutionnel n°5, et à la veille de l'Année de la France au Brésil.

Si, en France, l'opinion a commencé à oublier que le Brésil était passé par ces « années de plomb » et que nombre d'exilés de ce pays avaient irrigué la scène militante des gauches françaises dans les années 1960 et 1970, la mémoire de l'exil intérieur ou extérieur n'a disparu ni de la scène politique ni de la scène culturelle brésilienne. En 2006 par exemple, le réalisateur brésilien Cao Hamburger a sorti sur les écrans *O Ano em Que Meus Pais Saíram de Férias* (« L'année où mes parents sont partis en vacances ») : un film tendre qui s'ouvre avec le départ précipité (et non avoué) dans la clandestinité en 1970 d'un jeune couple de São Paulo. Il laisse derrière lui un fils, Mauro, confié à un proche. La métaphore des longues « vacances » des parents est alors filée tout au long du film - une sorte de pré-exil intérieur -, notamment dans un dialogue entre le grand-père d'adoption et l'enfant qui demande en vain des nouvelles de ses parents :

- Il y a un tas de gens qui sont en vacances, comme eux...
- Et ils vont rentrer ?
- Bien sûr que oui, ils vont rentrer...

Première partie

MÉMOIRES ET HISTOIRE D'EXIL

Chapitre 1.

Mémoires en exil, mémoires de l'exil

Chapitre 2.

Culture politique, démocratie et exil des Brésiliens en France dans les années 1960-1970

Chapitre 3.

L'Etat français et les exils brésiliens : prudence d'Etat, Guerre froide et propagandes

Chapitre 4.

Mémoires de la répression politique chez les exilés brésiliens en France

Chapitre 5.

Les exilés brésiliens et la police française : un exemple de contrôle politique dans un pays d'accueil

Chapitre 6.

Féminisme et lutte armée : un regard de l'exil

CHAPITRE 1.

MÉMOIRES EN EXIL, MÉMOIRES D'EXIL

Denise Rollemberg

Universidade Federal Fluminense

L'exil est une expérience hétérogène vécue en fonction d'une série de variables, dont l'on ne saurait omettre les traits de personnalité de chacun. Comme dans tout exil, durant l'exil brésilien des années 1960 et 1970, certains ont supporté des situations adverses où d'autres ont succombé. D'autres encore ont été capables de lutter pour leur vie dans des moments de danger et, une fois la menace passée, sont entrés dans des processus d'autodestruction. Il est donc clair que les trajectoires en exil ont varié non seulement d'une personne à l'autre, mais également chez la même personne, selon des raisons très souvent expliquées par les circonstances, mais qui vont bien au-delà, car elles concernent un monde subjectif dont l'histoire seule, en tant que champ de connaissance, ne rend pas compte.

D'un autre côté, la psychanalyse propose une ample réflexion sur l'étrangeté, sentiment si présent chez l'exilé. En réalité, il s'agit de son objet d'étude, de réflexion. Selon Luís Eduardo Prado de Oliveira, psychanalyste, ex-exilé brésilien résidant à Paris, la psychanalyse ne s'est pas particulièrement intéressée aux étrangers, exilés, réfugiés et migrants, qui ont l'étrangeté en commun, car elle-même est une théorie fondée sur l'étranger, l'exilé, le réfugié, le migrant : elle ne s'en est pas particulièrement souciée parce que l'univers de l'étranger constitue sa base. L'étranger est ce que l'on ne saurait reconnaître en nous-mêmes : l'inconscient. C'est là, selon Julia Kristeva, également d'origine étrangère, la découverte de Freud, lui-même... « juif errante de la Galice à Vienne, puis Londres, en passant par Paris, Rome et New York »... Avec l'inconscient, l'altérité commence à faire partie du même. Dans ce sens, « Nous sommes nous-mêmes étrangers » ou « l'étranger est en nous », comme l'a conclu Kristeva.

Ainsi, l'historien qui prend l'exil pour objet d'étude, indépendamment de son temps et lieu, aura tout à gagner d'un recours à la psychanalyse, à l'individu, non pas pour s'en tenir là, mais pour revenir à l'histoire après avoir incorporé les réflexions de ce champ de connaissance. Connaître les histoires, les trajectoires de vie pour mieux connaître l'histoire.

Les mémoires en exil et de l'exil brésilien des années 1960 et 1970 sont des mémoires d'étrangeté, de déracinement, de souffrance, de pertes, de deuil, de douleur, de confusion, de folie, de mort. Mais également de découvertes, d'apprentissage, d'enrichissement, de redéfinitions, d'élargissements, de naissances, de résistance, de vie. Le dialogue entre histoire et psychanalyse contribue à la compréhension des diversités, contradictions et incertitudes que cette expérience impose à l'exilé.

De cette manière, on obtient une vision plus riche et approfondie de leurs significations et de leur rôle dans la redéfinition des projets politiques et personnels des générations (J.-F. Sirinelli) de 1964 et 1968, qui ont vécu l'exil, ses ruptures et continuités, ses transformations.

1. "Nomade" et "sédentaire"

Les chercheurs travaillant sur le thème de l'exil et, d'une certaine manière, ceux qui l'ont vécu, soulignent habituellement ses aspects négatifs : la fonction d'élimination, d'éloignement, d'exclusion d'une génération qui s'oppose au *statu quo* est sans aucun doute caractéristique de l'exil. Je crois que cette prédominance - parfois même cette exclusivité - concerne les aspects d'une lutte politique antérieure à la constitution de l'exil comme objet de recherche. Dans les entretiens, témoignages, lettres et autobiographies, cette tendance apparaît, dans un premier temps, presque comme une mémoire consolidée. Consolidée, peut-être, dans la lutte politique pour l'amnistie, qui a mis un point final à l'exil. Cependant, l'écart entre cette « mémoire consolidée » et la mémoire qui est travaillée, construite, enregistrée dans ces sources semble évidente. Très souvent, la perception essentiellement négative de l'exil est relativisée par rapport à ce point de départ. Quand il raconte sa vie, quand il rappelle à l'historien sa trajectoire d'exil, celui qui a vécu cette expérience se la raconte à lui-même : il fait une espèce de bilan des pertes et des gains, des douleurs, des souffrances mais également des découvertes, des possibilités qui se sont ouvertes à lui parce qu'il vivait l'expérience de l'exil. Dans les autobiographies, ce processus d'élaboration est évidemment bien plus long et complexe, d'une autre nature même, et il crée souvent une tension avec le point de départ - l'essence négative de l'exil -, même s'il continue à lui rendre honneur.

De ce fait, pour comprendre l'exil - ou l'exil en question -, il faut dépasser les interprétations dichotomiques et travailler la richesse existant entre ses extrêmes. En effet, notre personnage est à la fois le "nomade" et le "sédentaire" de Georges-Hubert de Radkowski¹. Il est donc celui qui vit la tension « de la séparation et de l'amplitude » : l'homme de la « marche errante », « de l'horizon » ; celui qui est « déplacé », « sur la route », celui « de l'à-venir » et en même temps celui qui est « pris au sol », « qui extrait son existence de son origine », « en se fondant sur cette origine ».² Il est l'un et l'autre, et non pas l'un ou l'autre.

La dichotomie de Radkowski apparaît d'une certaine manière dans la poésie de Miguel Torga :

« Tandis que les autres mortels sont des arbres humains plantés dans le sol où ils sont nés, que n'arrache le vent de l'exclusion ni ne transplante l'impératif de la faim, l'émigrant au lieu de branches a des ailes, et qui ne touchent pas seulement l'espace limité par la ligne de cime, mais encore toute l'immensité possible ».³

Néanmoins, à partir de son expérience de migrant au Brésil, l'écrivain portugais finit par fondre les deux définitions si opposées en une seule quand il parle de la douleur du déracinement, de ceux qui vivent divisés entre des cultures et des mondes différents, sentiment qui envahit profondément l'exilé. Peur de l'inconnu, incompréhension, solitude, isolement, incertitudes, violence du climat, tout cela vient rompre l'unité qu'il dominait et provoque « cette cassure intérieure, ce déséquilibre de l'esprit, [...] brisé comme un cristal heurté par un coup de vent cruel ». De ce sentiment surgit un être à deux faces, qui regarde vers des directions opposées, désire partir et rester, et vit dans un "chaos de valeurs contradictoires", où il oscille, hésite et souffre. Chez Torga, les éruptions fugaces émergeant du volcan brûlant les souterrains de l'être sont quelque chose de rompu clamant une unité impossible. Les pays d'origine et de destination sont comme "lèvres d'une plaie nécrosée, sans espoir de cicatrisation". La solitude le domine: "Solitude d'un Christ aux bras ouverts, tendus dans deux directions opposées, mais cloués à la dureté du madrier".⁴

Si Miguel Torga se rend compte de la duplicité de l'expérience - l'exilé serait alors à la fois le "nomade" et le "sédentaire" -, le résultat final en vient à être poétiquement comparable à la douleur de la crucifixion. Ce vécu double est donc essentiellement déchirant parce que double, scindé.

1. Cf. Georges-Hubert de Radkowski, "Nous, les nomades...". *Actions et Recherches Sociales. Revue Interuniversitaire de Sciences et Pratiques Sociales*, Université Paris XII, Créteil, n° 2, juin 1989, p.19.

2. Georges-Hubert de Radkowski, selon Anne-Marie Gaillard, *La fin d'un exil? Le cas des exilés chiliens en France*, Mémoire de maîtrise en Sciences Sociales appliquées au travail, Université Paris Val de Marne, UFR CIS, octobre 1990, p. 87.

3. Miguel Torga, *L'émigrant* (original en portugais in *Traço de união*, 2^e ed. Coimbra, 1969, pp. 39-40).

4. Miguel Torga, *ouvr. cité*, pp. 35, 38 e t39.

Le témoignage de Victor Serge est remarquable pour une autre compréhension du "sens double de l'exil" sur lequel nous insistons et qui exprime mieux l'exil brésilien des années 60 et 70 :

"Exilé politique de naissance, j'ai connu les avantages réels et les lourds inconvénients du déracinement. Il augmente la vision du monde et la connaissance des hommes ; il dissipe les brumes des conformismes et les particularismes suffocants ; il évite une autosuffisance patriotique qui n'est en réalité qu'une médiocre autosatisfaction ; mais, dans la lutte pour l'existence, il constitue un handicap extrêmement sérieux. (...). Pour ma part, je ne déplore pas le fait de porter ce poids de plomb sur ma tête, et je me sens en même temps Russe et Français, Européen et Eurasiatique, sans être étranger nulle part - malgré les lois -, mais reconnaissant partout, dans la diversité des endroits et des personnes, l'unité de la terre et des hommes" ¹.

2. Quotidien et reconstruction : la vie en exil

La France, en particulier Paris, a été un centre important de la deuxième phase de l'exil, après la chute de Salvador Allende au Chili en 1973. L'idée est de penser ici la destination française non pas hors du contexte, mais plutôt dans ce contexte de deuxième phase.

Je propose ici une approche de l'exil à partir de l'expérience vécue au quotidien, impliquant des questions d'ordre subjectif et objectif.

Après s'être senties au cœur des événements dans une conjoncture d'intense agitation politique, les générations de 1964 et 1968 ont perçu l'exil comme une rupture d'avec une réalité et un déracinement de l'univers de références qui avait donné sens à leur lutte. La déroute d'un projet politique et personnel, l'étrangeté par rapport à d'autres pays et cultures, les difficultés d'adaptation aux nouvelles sociétés, le sentiment d'infantilisation que l'adaptation implique très souvent, le fait de ne pas se reconnaître dans les nouveaux rôles disponibles, tout cela subvertissait l'image que les exilés avaient d'eux-mêmes, déclenchant des crises d'identité. Ces crises se sont manifestées dans différentes situations quotidiennes : dans la bataille pour obtenir des papiers ou le refus d'en obtenir ; au travail et dans les études ; dans la militance politique ou son abandon ; dans les activités culturelles et artistiques ; dans la vie familiale et affective.

L'histoire du quotidien en exil est donc l'histoire du choc culturel constamment renouvelé ; du malaise envers l'autre et surtout envers soi-même, entre ce que l'on était - ou prétendait être -, et ce que l'on a fini par être. C'est

1. Victor Serge, *Memórias de um revolucionário*, São Paulo, Companhia das Letras, 1987, pp. 425-6.

l'histoire du désarroi, de la crise de valeurs qui a signifié, pour les uns, la fin d'un chemin et, pour les autres, la découverte d'autres possibilités. C'est l'histoire de l'effort inutile et sans gloire pour maintenir une identité. C'est l'histoire de sa redéfinition et de sa reconstruction s'imposant dans un processus qui s'est étendu au long des phases de l'exil et, pour beaucoup, a continué jusqu'après leur retour au Brésil.

Plusieurs facteurs ont influencé la manière de vivre le quotidien :

- les traits de caractère et de personnalité de chacun, d'abord ;
- le statut social pesait également : alors que quelques exilés étaient reconnus en tant que professionnels ou personnalités publiques et qu'ils ne manquaient pas d'invitations institutionnelles pour continuer leurs travaux interrompus, d'autres avaient à imposer leur présence, à lutter pour un visa et pour leur survie matérielle, très souvent en réalisant des activités n'ayant rien à voir avec leurs attentes et pour lesquelles ils étaient surqualifiés ;
- les ressources personnelles produisaient également des différences : certains comptaient sur des réserves d'argent ou sur l'aide de leur famille, d'autres pas ;
- l'âge intervenait également : en général, comme ils avaient moins de bagages accumulés, les plus jeunes étaient plus flexibles face à l'adversité ; et les exilés ayant une plus grande notoriété étaient également les plus vieux ;
- la connaissance de la langue étrangère et le degré de difficulté pour l'apprendre créaient une autre différence ;
- avoir la compagnie de sa famille a parfois représenté un facteur de sécurité et d'appui mais, d'autres fois, a constitué une surcharge de responsabilité ;
- les phases de l'exil ont également été décisives : les références de chaque période pouvaient ouvrir des horizons ou éliminer des espoirs, facilitant ou non l'affrontement des situations concrètes ;
- les pays d'exil avaient également un impact direct, aiguissant ou atténuant les contradictions ;
- finalement, appartenir à un parti ou à une organisation ou avoir une militance plus définie ou la rediriger vers un projet professionnel donnait en général un sens à la vie en exil.

Au total, la crise d'identité de l'exilé a mis en jeu un réseau complexe de questions, qui ont affecté chacun de manière particulière. Les mémoires de l'exil sont très diversifiées. Certains témoignages soulignent combien il est merveilleux de quitter un pays sous le joug d'une dictature (ou un pays/Chili), la liberté venant donner les forces nécessaires pour surmonter les difficultés quotidiennes. Pour d'autres, par contre, le quotidien a constitué un drame insupportable qui les a menés aux limites de la folie ou même au suicide, mettant en évidence combien la douleur de l'exil peut être déchirante. Entre ces extrêmes, les vécus ont été innombrables. La plus grande partie des témoignages relèvent (et même insistent sur) les aspects psychologiques, soit pour affirmer

leur importance, soit pour la remettre en cause. Il s'agit donc de penser comment le processus de crise d'identité a influencé ces deux générations comme un phénomène historique. Autrement dit, de penser comment le désarroi provoqué par l'exil a influencé la redéfinition du projet politique antérieur, à partir de la reconstruction de l'identité des exilés. Magno José Vilela, dominicain exilé à Paris, a ainsi parlé de l'exil comme d'une "aventure collective"¹ et non pas individuelle. Il serait néanmoins plus approprié de le percevoir à la fois comme une "aventure collective" et comme une "aventure individuelle". En 1976 également, César Benjamin a souligné cette question, avec ses contradictions et ses ambiguïtés :

« Paris est une fête, mais pour beaucoup c'est également une fin de fête. Il y a un drame dans l'air, dont nous sommes les protagonistes depuis plusieurs années, mais qui acquiert maintenant un autre caractère. Notre chance, ou manque de chance, je ne saurais dire, mais notre force, certainement (quoi que ce soit la faiblesse de beaucoup), vient du fait qu'il est collectif, c'est-à-dire, historique. Ici, néanmoins, l'on voit clairement la fin d'un cycle : le même drame dont nous avons établi les bases en rompant, énergiquement mais sans trop vision, avec notre classe, en 1969, suivant sans elle à toute vapeur, arrive aujourd'hui à son dernier acte, qui, pour quelques-uns, peut signifier toute une vie dans une profonde crise d'identité qui, il va sans dire, ouvre également la (difficile) possibilité de reconstruction. Qu'il est triste à voir ce drame actuel : au Brésil ses bases étaient établies et en plein développement, il se mélangeait avec l'élément héroïque, utopique (au sens d'antithèse du mesquin), il tendait à l'épique qui nous soutenait et nous donnait une beauté ; ici, par contre, pour beaucoup, il ne reste du drame que la tragédie, qui touche parfois même à la farce. La crise d'identité affichée sur le visage de personnes sans patrie et sans classe, sans enchaînement entre passé et présent, qui se projettent vers l'avant et vivent dans une éternité statique et vide de sens (comme ça me fait du bien, d'ailleurs, de lire *La montagne magique*), la crise d'identité, je le répète, aussi forte et difficile qu'elle soit, nous ouvre en même temps la possibilité de sa reconquête à un autre niveau, plus élevé, plus profond et humain, parce que choisi. Il s'agit là d'un défi. Je crois que beaucoup ne le vaincront pas, mais ceux qui survivront auront quelque chose à dire »².

1. Témoignage de Magno José Vilela, in n Celso Uchôa Cavalcanti et Jovelino Ramos (éds.), *Memórias do exílio, De muitos caminhos*, vol. 1. São Paulo, Livramento, 1978, p. 220.

2. Lettre de César Benjamin à sa mère, Iramaya Benjamin. Stockholm, 16 novembre 1976, p. 1.

3. Le désarroi, le vide, la peur, la folie

L'éloignement de l'univers de références fait que l'exil ressemble au vide, à l'absence, à l'intervalle. Les notions de temps et de lieu perdent de leur netteté, confondant passé et présent, superposant pays d'origine et pays de destination, en un effort pour maintenir ce qui n'est plus. Face à l'impossibilité de le réaliser, beaucoup ont ressenti une angoissante sensation de temps perdu, comme l'a décrit César Benjamin :

« Plus que du temps, ce sont des sensations perdues, la sensibilité, la manière d'affronter la vie - tout me manque. Le temps perdu du fait d'être ici, et non pas là-bas »¹.

Le fait d'être « hors de son endroit » se confond avec celui « d'être hors du temps ». Miguel Arraes parle de la recherche du lieu perdu comme de la lutte pour la vie, de la résistance contre la mort :

« L'exil, c'est comme si tu voyais le temps passer hors de toi. Les choses arrivent sans que tu y participes, sans que tu sois en elles. Il faut donc faire un effort énorme pour rester en contact avec la réalité, à travers les conversations, les visites, la lectures de journaux, de programmes de radios etc. Il faut faire un effort pour vivre parce que, sinon, quand on reste hors du temps, on ne vit pas »².

Pour ceux qui étaient plongés dans leurs difficultés à redéfinir un projet politique et de vie, le passé a été une recherche d'eux-mêmes et il s'imposait donc comme essentiel à leur propre survie.

L'exil est associé à la confusion : « Je me réveillais suffoqué, je téléphonais à tout le monde, j'écrivais comme un fou, j'allais rendre visite aux gens. Je sentais un énorme plaisir à connaître les détails de vies racontées dans des lettres », dit Juarez Ferraz de Maia³. La solitude de l'exil déclenchait chez lui le souvenir de la solitude vécue en prison, des semaines passées en cellule solitaire⁴.

La déstructuration émotionnelle de l'exil est indiquée comme ayant causé la fin de nombreux mariages. Avec la perte de références et les difficultés de la période de reconstruction, l'usure était inévitable. D'un autre côté, l'on parle également de relations qui se sont justement maintenues grâce à l'exil, comme une nécessité de préserver quelque chose de stable, face à l'instabilité, de se raccrocher à qui l'on connaît, face à l'inconnu.

Dans les mémoires de l'exil, ce qui constituerait les deux aspects des institutions d'aide aux réfugiés sont très présents : d'un côté, la solidarité, qui

1. Lettre de César Benjamin à sa mère, Iramaya Benjamin. Stockholm, 23 septembre 1977.

2. Entretien de Miguel Arraes, in *Pasquim*, 9 (535): 4-5, 28 sept./4 oct. 1979, p. 5.

3. Entretien de Juarez Ferraz de Maia avec l'auteure. Paris, 27 novembre 1995.

4. En fait, la solitude n'est pas exactement un problème qui touche les seuls exilés. Cependant, comme il méconnaît les codes sociaux, l'exilé se sent particulièrement marginalisé dans cet univers.

fournit logement, alimentation, travail, habits, papiers ; de l'autre, l'infantilisation inhérente à la dynamique d'assistance. Entre le besoin et la gêne, l'exilé, rebaptisé réfugié, ne se reconnaît pas dans ce nouveau rôle qu'on lui attribue. Ce n'est pas par hasard qu'il parle volontiers de la désagréable sensation d'aller recevoir les ressources concédées.

Le processus d'infantilisation a surtout été pénible pour ceux devant exercer des travaux de faible qualification, ayant des difficultés à trouver une brèche, que ce soit dans la politique, le travail ou les études, leur permettant de changer leur situation. Pour eux, l'exil semblait se réduire à une simple survie, surtout par rapport aux perspectives que leur militance passée avait créées.

Si l'infantilisation semble avoir moins affligé les professionnels qualifiés qui ont réussi une insertion professionnelle à un niveau équivalent à celui qu'ils possédaient au Brésil, certains témoignages d'intellectuels dans cette situation indiquent comment ce problème les a également atteints : surtout pour ce qui est de la maîtrise de la langue. Une maîtrise qui concerne également les gestes, les codes, la manière de penser, en somme, toute une culture.

La perte de la langue maternelle est la perte du langage expressif, la perte de l'émotion, comme l'analyse Luiz Alberto Sanz :

« Quand je parlais dans une langue qui n'est pas la mienne et que je ne maîtrisais pas si bien, je disais des choses avec beaucoup moins d'émotion que lorsque je parle en portugais. [...] J'arrivais à dire les plus grandes barbaries aux gens sans trop m'impliquer dans ce que je disais. On aurait dit que c'était une autre personne qui parlait [...]. Quand j'ai commencé à maîtriser la langue, je parvenais à mettre de l'émotion et là, c'était un désastre. Dire des barbaries avec de l'émotion choque plus que si tu parles sans émotion. On est beaucoup plus "objectif" quand on ne maîtrise pas la langue »¹.

Herbert Daniel a également relevé la signification de l'absence de la langue maternelle : « Le plus grand problème de l'exil, c'est la perte de la langue. Perdre sa langue, c'est perdre son âme »². La langue surgit comme référentiel de base de l'identité sociale et son absence comme redéfinissant des identités.

La capacité d'expression et de compréhension se restreint ou disparaît tout à coup. L'apprentissage de la langue prend du temps, aggravant l'isolement de l'exilé par rapport aux autres et au monde, rendant pénibles les actes les plus simples du quotidien.

Face au manque de perspectives, la redéfinition de l'identité a souvent impliqué un processus lent et douloureux. Certains n'ont pas réussi à surmonter la crise.

1. Entretien de Luiz Alberto Sanz avec l'auteur. Rio de Janeiro, 14 septembre 1995.

2. Entretien de Herbert de Carvalho/Herbert Daniel, in *Pasquim*, 13 (643): 22-23, 22/28 octobre 1981, p. 23.

La mort a été le chemin que frère Tito de Alencar et Maria Auxiliadora Lara Barcellos, alias Dora, ont trouvé pour mettre fin à la peur, au vide et à la folie.

Banni en 1971, Tito s'est pendu dans un couvent des environs de Lyon, en 1974, à 31 ans. Pendant ses trois années d'exil, il n'a jamais réussi à récupérer du trauma de la torture et de la prison. La conviction de ce que Fleury [commissaire de police et tortionnaire notoire] était en France pour le persécuter a transformé sa vie en tourment. Comme l'a également dit le dominicain Magno José Vilela, la restructuration de Tito a été impossible:

"En France, il a tenté de continuer ses études, mais n'y est pas parvenu. Il était dans un état psychologique extrêmement délicat : il lui manquait du courage [sic], il lui manquait de l'énergie, enfin, il lui manquait les moyens de survivre. Il a survécu dans un triste état jusqu'au jour où il a préféré la mort"¹.

Dora, libérée avec frère Tito, s'est jetée sous un métro à Berlin, en 1976, également à 31 ans. Peu avant, elle avait été soumise à un traitement psychiatrique². En Belgique, Juarez Ferraz de Maia recevait « des lettres tristes, dingues et très douloureuses »³ où elle parlait de solitude, d'angoisse, de déroute et exposait sa défiance envers les hommes et les femmes et envers la possibilité de changement.

La trajectoire d'un ex-professeur de l'Université de Brasília symbolise également le drame du désarroi en exil. Il a réussi à sortir du pays sans jamais avoir été fait prisonnier et n'a donc jamais vécu le drame de la torture. Établi en Algérie, il fit un travail d'appui pour l'organisation à laquelle il appartenait, préparant des documents pour des militants clandestins en exil. Plus tard, devenu clochard, il a été retrouvé boulevard Saint-Germain, à Paris.

S'il s'agit là d'expériences extrêmes où la redéfinition ou la reconstruction de l'identité n'a pas été possible, l'image de Tomás Tarquínio, « l'exil comme un miroir brisé par une pierre », où il est difficile de se reconnaître dans l'image distordue, synthétise la sensation présente dans nombre de récits⁴.

La coexistence entre Brésiliens a également été un moyen d'amenuiser les problèmes. Au quotidien, dans les fêtes ou les activités politiques, la colonie d'exilés tentait de reproduire une atmosphère brésilienne, parfois stéréotypée au moyen de nourritures et de musiques typiques. Beaucoup se souviennent n'avoir jamais autant mangé de *feijoada* qu'en exil, alors que cette sorte de cassoulet aux haricots noirs et à la viande de porc n'est pas si courante dans

1. Témoignage de Magno José Vilela, in Pedro Celso Uchôa Cavalcanti et Jovelino Ramos (éds.), *Memórias do exílio. 1964 / 19??*. De muitos caminhos, Vol. 1. São Paulo, Livramento, 1978, p. 215.

2. Cf. l'entretien de Reinaldo Guarany, mari de Dora, avec l'auteur. Rio de Janeiro, 31 août 1995. Cf. aussi Reinaldo Guarany, *A fuga*, São Paulo, Brasiliense, 1984.

3. Entretien de Juarez Ferraz de Maia avec l'auteur. Paris, 27 novembre 1995.

4. Entretien de Tomás Togni Tarquínio avec l'auteur. Paris 17 janvier et 26 février 1995.

l'ordinaire des Brésiliens, surtout des classes moyennes auxquelles la plupart des exilés appartiennent.

De manière générale, les mieux adaptés à la société répudiaient la vie dans la colonie et critiquaient, voire méprisaient, ceux qui la vivaient intensément, les accusant de ne s'occuper que d'eux-mêmes, d'être incapables de voir les occasions disponibles et de méconnaître le pays de leur résidence. Les autres ressentait cette autonomisation, cette adaptation réussie comme un manque de solidarité avec le pays d'origine, comme un renoncement à la lutte.

Márcio Moreira Alves a appelé les exilés repliés sur eux-mêmes des « tribus de cannibales ».

Néanmoins, cette vie en ghetto, comme l'appellent eux-mêmes les exilés, a joué un rôle important. Il s'agissait d'une tentative d'amenuiser les manques de confiance de l'exil, de se protéger du rejet et des préjugés contre l'étranger, d'éviter l'étrangeté par rapport à la société et, pour beaucoup, de survivre. En se tournant vers ceux avec qui ils avaient une histoire commune, ils cherchaient à conserver ou récupérer le passé qui avait donné un sens à leur vie et se reconnaissait dans cette culture allant bien au-delà des plats typiques et préservant leur identité. Dans l'histoire, la vie en ghetto a toujours représenté un moyen dont des groupes sociaux différents, à des époques et dans des endroits différents, se sont servis quand ils ont vu leur identité menacée ou remise en cause. Le ghetto a donc été une forme de résistance et même de survie, une lutte contre la fragmentation, la négation de la négation.

Ainsi, le ghetto peut également être un chemin pour la réorganisation des personnes et la reformulation du projet politique défait. De ce vécu sont nés des comités (de dénonciation de la dictature et pour l'amnistie), des publications, des manifestations, des activités et des groupes politiques et culturels. Dans cet univers délimité, les confrontations et les contradictions ne manquaient pas. Les deux faces de la vie en colonie y étaient présentes : l'insatisfaction de la limite qu'elle impose et la difficulté à la dépasser.

4. Le travail

En exil, l'activité professionnelle a joué un rôle important dans la manière dont cette expérience a été vécue : l'insertion et l'adaptation sociales ont été directement liées au type de travail exercé.

Durant la première phase, les pays latino-américains ont offert à de nombreux exilés, essentiellement des professionnels libéraux diplômés ou non, une possibilité d'exercer leurs activités qualifiées dans des institutions de recherche et des universités. Par ailleurs, l'ONU a également absorbé certains

de ces professionnels, au sein de projets spéciaux. Néanmoins, lors de cette première phase, pour les exilés qui avaient encore l'idée du retour à l'esprit, la préoccupation du travail n'était pas vraiment à l'ordre du jour.

Durant la deuxième phase, en Europe, ce cadre s'est radicalement transformé. Comme une minorité seulement est parvenue à travailler à un niveau équivalent à sa formation, la déqualification a été le lot commun ; des personnes de haut niveau culturel ont dû exercer des activités méprisées par les Européens, se transformant en domestiques, nounous, agents de nettoyage industriel, portiers d'hôtels, ouvriers du BTP etc. Exilés et réfugiés se sont fondus dans la masse des migrants économiques. La classe moyenne urbaine, à laquelle appartenait la plupart des exilés, expérimenta une réalité inattendue, « lointaine ». Cette expérience apparaît dans ce récit de César Benjamin :

« Jusqu'à la semaine dernière, je travaillais au nettoyage dans une école et dans une maternelle ; j'étais payé pour 8 heures par jour mais je faisais mon travail en 5 heures, de 3 heures à 8 heures. Comme je répétais tous les jours ce même travail manuel dans une école, milieu que je connaissais en tant qu'élève et, en rêve, depuis mon enfance, comme probable professeur, je me rappelais toujours les réflexions de Sinclair qui, au début du Demian, s'étonnait de découvrir un autre monde, qui n'était pas le sien, un monde 'obscur' (sic) qui commençait bien chez lui (chambre de bonne, entrée de service, travail salarié, aliénation etc.) et avec lequel il coexistait sans le voir, même si, à son insu, la bonne marche de son monde 'lumineux' de bourgeois en dépendait. Comment ne pas me revoir dans ces gens qui, comme moi quand j'étais élève, ne se sont certainement jamais arrêtés pour penser pourquoi les salles étaient toujours propres et bien rangées, ni que tout cela était dû à quelqu'un. Par contre, je trouvais très sympa le geste d'une maîtresse, que je n'ai jamais réussi à identifier, qui demandait aux enfants de mettre les 40 chaises sur les tables, en position initiale de ménage ; je nettoyait alors sa salle avec grand soin »¹.

Les circonstances, la conjoncture de déroute et le besoin de survie matérielle leur imposaient d'exercer des fonctions qui, non seulement n'avaient rien à voir avec leurs attentes, mais subvertissaient les rôles, en un processus profondément désorientant. César Benjamin a également traduit ce déphasage entre ce à quoi il s'attendait à être et ce que, en fait, il était devenu :

« Notre insertion sociale n'a rien à voir avec ce que nous considérons comme notre identité, laquelle devrait en dériver. Mais on continue à vivre. Survivre n'est pas un problème ici : on a même le chauffage. Quant à donner un sens aux choses sans abandonner notre honnêteté ni notre intelligence..., sans faire le jeu des bureaucraties..., sans perdre le sens de qui on est..., sans perdre nos points de référence... »²

1. Lettre de César Benjamin à sa mère, Iramaya Benjamin. Stockholm, 31 mai 1977, p. 6.

2. Lettre de César Benjamin à sa mère, Iramaya Benjamin. Stockholm, 30 décembre 1977, p. 3.

Si les différences culturelles ont, semble-t-il, surtout accablé les exilés des classes pauvres, les conditions de vie élémentaires offertes à qui recevait le statut de réfugié dans des pays capitalistes développés ou était reçu dans des pays socialistes avaient une valeur inestimable pour ceux ayant vécu privés de ces droits. Pour eux, l'exil a donc très souvent signifié une amélioration du niveau de vie. Mais, même quand le retour au Brésil impliquait une perte, le désir d'y rentrer a subsisté.

En revanche, la plupart des exilés de classe moyenne vivaient une situation exactement inverse : leurs conditions de vie en Europe étaient inférieures, puisque très peu sont parvenus à maintenir un niveau correspondant à celui qu'ils avaient au Brésil.

Cependant, l'Europe offrait une perspective d'études financées par des bourses. Beaucoup ont suivi des études supérieures, parfois jusqu'au doctorat. Des professionnels chevronnés ont profité de l'occasion pour passer un doctorat et/ou fréquenter universités et bibliothèques. En Suède, l'État octroyait des prêts aux universitaires, remboursables par mensualités sur quelques années, après l'obtention du diplôme : les exilés avaient ce droit en tant que réfugiés politiques. Dans d'autres pays, comme l'Allemagne occidentale, la France et la Suisse, par exemple, des institutions de la société civile, généralement liées aux Eglises, octroyaient des bourses d'étude aux réfugiés. Celles-ci ont parfois été utilisées comme simple moyen de survie immédiate, sans conséquences majeures sur la vie de leur bénéficiaire. Mais, comme les bourses ne suffisaient pas toujours à subvenir à tous les besoins matériels, l'option pour les études n'excluait pas toujours la réalisation de travaux déqualifiés. Cette formation académique a néanmoins permis aux exilés d'exercer des activités qualifiées en Afrique, plus tard, ou encore lors de leur retour, au Brésil, et elle démontrait une redéfinition du projet de vie.

Les aides variaient en fonction des types de travaux. En plus des bourses, la Cimade (Comité Inter-Mouvements Au près des Évacués) payait des cours techniques ou professionnalisants et aidait ensuite les réfugiés à trouver un emploi.¹ Le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) a également parrainé des initiatives d'exilés désirant monter des affaires, en leur octroyant des prêts.

Les exemples d'exilés brésiliens qui ont réussi à s'insérer en Europe comme professionnels qualifiés sont minoritaires : ils concernent des personnes du plus haut niveau des milieux universitaire et scientifique. Certains cas sont bien connus. Ainsi, le professeur Luiz Hildebrando Pereira

1. Cf. l'entretien de Ricardo Vilas avec l'auteur, à Paris, le 30 novembre 1995. Quand il est arrivé en France, en 1969, en provenance du Mexique après avoir été libéré, avec d'autres prisonniers, en échange d'un ambassadeur américain enlevé, Ricardo a suivi un cours d'informatique payé par la Cimade, qui lui a ensuite procuré un emploi technique de huit heures par jour.

da Silva, renvoyé de l'USP par le premier Acte institutionnel en 1964, et de l'Université de Ribeirão Preto par l'Acte institutionnel n°5 en 1968 : chercheur de renom international, il a poursuivi sa carrière à l'Institut Pasteur, à Paris. Le professeur Paulo Freire, invité à travailler dans différents pays, s'est établi pendant de nombreuses années à Genève, au Conseil mondial des Églises. Le sociologue Fernando Henrique Cardoso a été professeur à l'Université de Paris-X en 1967 et 1968. Mais, à l'inverse, Mário Pedrosa, figure historique de la gauche et critique d'art connu, si bien accueilli au Chili où il avait été invité à enseigner à l'Institut d'Art Sud-américain deux jours après son arrivée puis à organiser le Musée d'Art Moderne, bientôt transformé en Musée de la Solidarité, a affronté nombre de difficultés pour subsister en France¹.

À partir du milieu des années 1970, les luttes de libération nationale des colonies portugaises en Afrique et les processus de reconstruction de ces pays ont créé un vaste bassin d'emploi, en raison du manque de personnel qualifié. Bon nombre d'exilés qui, dans les années antérieures, avait reçu des diplômes d'universités européennes ont migré vers le continent africain, caractérisant déjà une troisième phase de l'exil brésilien. Les programmes des Nations unies en Afrique ont également facilité le départ de Brésiliens vers différents pays pour participer à des projets d'éducation, de communication, etc. Pour ces exilés sous-employés en Europe, il s'agissait d'une possibilité de revalorisation et d'exercer leurs spécialités, d'apprendre et de se perfectionner en tant que professionnels et de gagner de l'expérience. L'option pour cette migration confirmait que ces exilés souhaitaient reconstruire un projet de vie.

Et l'Afrique n'a pas seulement été un marché du travail pour la classe moyenne passée par les universités, mais pour quiconque avait accumulé de l'expérience professionnelle en Europe.

5. Les mémoires en exil

Les mémoires en exil (ou dans l'exil) reflètent une difficulté à comprendre les rapports complexes de la société à la dictature. En ce sens, les exilés étaient doublement isolés : les mémoires construites durant l'exil étaient éloignées de la réalité du pays, comme eux-mêmes l'étaient, physiquement, du Brésil. Dans l'exil, les gauches demeuraient isolées, ignorantes de la réalité qu'elles voulaient transformer. L'interprétation dominante était que le peuple était victime du régime qui l'opprimait et le trompait et que ses valeurs ne s'identifiaient pas à celles des militaires : ainsi, le peuple, par définition, s'opposait à la répression et

1. Cf. l'entrevue avec Mário Pedrosa dans *Pasquim*, 9 (469): 4-8, 23/29 juin 1978.

à la politique économique basée sur une concentration des revenus aggravant les inégalités sociales. Les documents, les articles de la presse publiés en exil, les témoignages de l'époque et même les récits récents en attestent. Ainsi, il semblait urgent pour les exilés de dénoncer et d'éclairer la réalité - de démasquer la dictature. Dans les années 1990, alors que je réalisais mes entrevues, je me suis rendu compte combien les mémoires en exil et les mémoires de l'exil sur ce point - crucial de nos jours encore pour comprendre le Brésil contemporain - coïncident.

Même si l'on garde à l'esprit le contrôle des moyens de communication, la censure, la suspension des droits civils, la réforme des partis, les pouvoirs illimités du régime (dont l'AI-5 a été l'expression majeure), la politique économique qui concentrait les richesses, la répression de la liberté d'expression, la prison pour raisons politiques, la torture et l'assassinat, la réforme de l'éducation basée sur la dévalorisation de la pensée critique, visant à former une génération sur les bases du civisme et du patriotisme, le simple fait d'être une dictature n'impliquait pas qu'elle ne répondait pas, à certains moments, aux désirs d'une partie considérable de la société. La pratique et le caractère démocratiques étaient loin de constituer une tradition au Brésil, et pas seulement parmi les élites.

Avant le début de la plus grande vague de départ en exil, à partir de 1968-1969, la lutte dans le pays avait été isolée. La résistance contre l'implantation et la consolidation du régime militaire instauré en 1964 s'est limitée à des groupes précis ou s'est diluée en cris sourds et en actions marginales. Cette réalité n'est pas liée seulement aux formes de lutte employées - lutte armée, par exemple -, mais également aux propositions de l'opposition. Focalisées sur les critiques contre le régime politique et/ou capitaliste, elles ne séduisaient pas la majorité de la population qui associait résultats socio-économiques immédiats et gouvernement militaire et partageait nombre de ses principes et références.

En réalité, les effets de la résistance ou de l'opposition ont surtout été de maintenir la capacité à agir par l'affirmation d'une identité politique qui refusait la passivité. Dans un cadre profondément inégal, peut-être s'agissait-il de la seule résistance possible, sous un régime qui ne tolérait pas les voix dissonantes, exigeait des applaudissements unanimes, faisait fi de la loi ou la créait selon ses propres intérêts. Cependant, l'on ne saurait dire que la résistance contre le régime ou son affrontement ait constitué une caractéristique des années de dictature ni qu'elle ait impliqué une partie significative de la société, comme l'ont imaginé de nombreux exilés.

Deux décennies plus tard, l'on assista au retrait des militaires sans qu'il y ait eu de mouvement social combatif pour renverser ce régime¹. L'amnistie et, par conséquent, le retour des exilés et la libération des prisonniers politiques, faisaient partie d'un processus d'ouverture qui, malgré des pressions internes et externes, n'a jamais échappé au contrôle des militaires et des hommes politiques engagés aux côtés de la dictature.

Depuis l'exil, il était difficile de percevoir le projet modernisateur du régime instauré en 1964, les militaires étant seulement perçus comme des gorilles aux fonctions répressives et au service de l'impérialisme. Cette interprétation du rapport d'une société à un régime autoritaire est un phénomène récurrent des expériences d'exil² : elle exprime le refus de l'exilé d'accepter l'indifférence, voire l'accord ou la complicité de la société avec le régime qui l'a expulsé. En outre, la distance a contribué à une certaine idéalisation, en obscurcissant certains aspects incompatibles avec une image que l'on souhaitait véritable.

À leur retour, de nombreux exilés étaient porteurs d'une vision du pays et de la société plutôt éloignée de la réalité, ce qui aggrava l'impact de leur arrivée, leur imposant une révision de leur pays et d'eux-mêmes.

6. La négation de la négation

Les mémoires de l'exil révèlent le déracinement des références qui donnaient une identité politique et personnelle aux générations de 1964 et 1968 ; la déroute d'un projet ; la contrainte de l'exil étranger, de l'apprentissage de l'« étrangeté » ; la perte de la coexistence avec sa langue maternelle, l'éloignement des familles, les séparations ; l'interruption de carrières, l'abandon d'emplois ; la rupture physique et psychologique ; la déstructuration.

Beaucoup ont vécu fondamentalement l'exil comme un deuil, comme un naufrage sans salut, comme une expérience qui a laissé des séquelles irréparables.

1. Le rôle des mouvements sociaux de résistance contre la dictature dans le processus d'ouverture politique et de fin du régime a suscité de nombreuses interprétations discordantes et le débat est intense dans l'historiographie brésilienne. Cf. Daniel Aarão Reis Filho, *Ditadura militar, esquerdas e sociedade*. Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2000; Maria Celina D'Araújo et al. (dir.), *A volta aos quartéis: a memória militar sobre a abertura*. Rio de Janeiro, Relume Dumará, 1995; Bernardo Kucinski, *O fim da ditadura militar*. São Paulo, Contexto, 2001; Suzeley Mathias, *A distensão militar*. Campinas, Papirus, 1995; Francisco Carlos Teixeira da Silva, "Crise da ditadura militar e o processo de abertura política no Brasil, 1974-1985", in Jorge Ferreira et Lucília de Almeida Neves Delgado (orgs.), *O Brasil Republicano. O tempo da ditadura*. Vol. 4. Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 2003.

2. Cf., par exemple, Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil. Le destin de l'émigration intellectuelle allemande antinazie en Europe et aux États-Unis*, 2 vols. Paris, Payot, 1988.

Pourtant, l'exil a également été vécu comme un élargissement des horizons. Il a impulsé la découverte de pays, de continents, de systèmes et de régimes politiques, de cultures, de peuples, de personnes. À travers lui, les exilés ont pris contact avec d'autres trajectoires historiques, d'autres références. Ils se sont formés professionnellement, ont fait l'expérience de travaux qualifiés ou non. Les mémoires de l'exil sont également des mémoires de la coexistence avec l'héritage de mai 1968, le féminisme, la libération sexuelle, les drogues, la remise en cause des codes moraux, les luttes des minorités, la critique de versants du socialisme contemporain.

Au-delà des continuités et des deux pôles - naufrages et découvertes -, l'exil a essentiellement été une métamorphose. La diversité et l'intensité des expériences - objectives et subjectives - ont conduit à des transformations imprévues. Ainsi l'exil est-il devenu essentiel dans la redéfinition des générations de 1964 et 1968.

Dans le vaste espace existant entre le nomade et le sédentaire bien analysé par Radkowski¹, tantôt l'un plus que l'autre, tantôt l'un et l'autre, les exilés ont réévalué le projet qui avait été défait, ont abandonné certains de ses aspects centraux, en ont ajouté d'autres, ont reconstruit des chemins et des conceptions du monde, se redéfinissant eux-mêmes entre ce qu'ils laissaient derrière eux et ce qu'ils voyaient devant eux, les contradictions, les traditions du passé, les nouveautés du présent, la perception du futur.

Dans cette lutte, s'il n'y avait pas de naufrage, les exilés ont vécu la douloureuse et merveilleuse expérience de la métamorphose, devenant autres sans perdre complètement certains traits de leur condition antérieure².

Ainsi l'exil a-t-il été en même temps l'élimination et l'éloignement des générations de 1964 et 1968, et leur survie, le lieu de la liberté de pensée et de critique, d'apprentissage et d'enrichissement, le lieu de la résistance et de la métamorphose, la négation de la négation.

1. Cf. Georges-Hubert de Radkowski, "Nous, les nomades...". *Actions et Recherches Sociales. Revue Interuniversitaire de Sciences et Pratiques Sociales*, Université Paris 12, n° 2, juin 1989.

2. Cf. Gilberto Velho. *Projeto e Metamorfose. Antropologia das sociedades complexas*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 1994.

7. Mémoires de l'exil : de Sabiá à Sebá

On a célébré en 2005 l'Année du Brésil en France. Parmi les activités scientifiques, ce colloque « Mémoire, Histoire et Imaginaires de l'Exil en France », a eu lieu à l'Université de Paris-X, Nanterre, d'où surgit la révolte étudiante de mai 68 et où Fernando Henrique Cardoso fut professeur pendant son exil, lors de cette période de révolte et de révolution : et ce n'est pas le hasard si, lors du colloque à l'origine de ce livre, nous nous y sommes retrouvés entre chercheurs brésiliens et français, ex-exilés et jeunes étudiants pour discuter et se remémorer cet exil.

Le hasard a voulu que la dernière table ronde du colloque mette face à face deux mémoires de l'exil. D'un côté, Adriana Coelho Florent analysait la poésie des chansons *Sabiá* (Chico Buarque, 1968), *Samba de Orly* (Chico Buarque, 1970), *Back in Bahia* (Gilberto Gil, 1972) et *O bêbado e a equilibrista* (João Bosco et Aldir Blanc, 1979) exaltaient les douleurs de la nostalgie, de la déroute, de la solitude, l'espoir mélancolique à la manière de Charlot. En écoutant ces chansons, le public, ému, s'est souvenu de la douleur passée. En même temps, Mônica Schpun remémorait aux Brésiliens et présentait aux Français Sebá, un personnage de l'humoriste Jô Soares qui faisait succès à la télévision dans les années suivant l'amnistie. Ces images du dernier exilé ont fait rire le public à gorge déployée, lui rappelant ce qui le faisait rire à l'époque. Côte à côte, des mémoires de l'exil très différentes : l'une associée à la douleur, l'autre au rire, à la dérision.

Comme l'a bien noté Daniel Aarão Reis, lors des discussions qui ont suivi les présentations - cette table ronde a été la plus controversée du colloque -, alors que, au milieu des années 1970, les registres de l'exil étaient tissés de lamentations, de nostalgies déchirantes, de voix qui ne sauraient se réconcilier avec ceux qui les avaient expulsés, dans la conjoncture de l'amnistie et du début des années 1980, une autre mémoire de l'exil s'est construite. La douleur a fait place au rire.

Le projet de la loi d'amnistie - ni ample ni générale, restreinte et réciproque - l'a emporté. L'ouverture politique (ou la « distension ») a été lente, sûre et graduelle : elle a mis onze ans pour « ouvrir » dix ans de régime politique, sans que les militaires lâchent les rênes, qu'ils ont ensuite passés aux hommes politiques, civils conservateurs. Beaucoup de ces derniers s'étaient engagés aux côtés de la dictature, comme les anciens chefs de la puissante ARENA, parti des militaires au pouvoir, qui gardaient ainsi le pouvoir qu'ils avaient toujours eu, garantissant aux militaires que la « revanchardise » serait bannie, interdite par la loi (par cette même loi d'amnistie) et par les alliances contractées lors la succession des militaires par les civils conservateurs. Alors,

se rappeler le passé, oui, mais de manière sélective, en taisant tout ce qui est désagréable, l'indicible, en annulant la compréhension de la zone grise. Les accords de conciliation avaient également - et surtout - lieu, alors, dans la sphère de la mémoire.

Cette mémoire collective a subi des négociations et des conciliations. Elle s'est consolidée, a traversé les décennies suivantes, et même l'Atlantique, pour arriver dans ce colloque imposant, où cette mémoire de conciliation, que Sebá incarnait si bien, paraissait normale, banale, comme si elle était le document qui parle de lui-même, une mémoire donnée et non pas construite : décharnée par la conciliation, dépersonnalisée, « désimpliquée ». La victoire d'une mémoire, victorieuse parce qu'elle ne se manifeste pas comme construction. Dangereuse parce qu'acritique, parce qu'elle fige la réflexion, la connaissance.

À partir de 1979, tout le monde pouvait rire. Ainsi prenait fin la dictature civilo-militaire au Brésil, gardant d'ailleurs pour la mémoire l'adjectif militaire mais taisant le civil. Réconciliation, sans caractère revanchard, comme l'avaient voulu les militaires et les civils conservateurs, comme l'avaient désiré de vastes parties de la société, sans règlement de comptes, dans un grand éclat de rire devant les écrans de la chaîne de télévision Globo. Conciliation, réconciliation ? Impossible pour les Argentins et les Chiliens, possible pour les Brésiliens ! Au Brésil, l'exil, la prison politique et les disparitions n'auraient-ils jamais sérieusement existé ?

CHAPITRE 2.

CULTURE POLITIQUE, DÉMOCRATIE ET EXIL DES BRÉSILIENS EN FRANCE DANS LES ANNÉES 1960 & 1970¹

Daniel Aarão Reis
Université Fédérale Fluminense

Quelles sont les évolutions et les métamorphoses subies par les gauches brésiliennes exilées en France pendant les années soixante et soixante-dix du siècle dernier, surtout en ce qui concerne la question démocratique ?

On précisera d'abord le poids et le rôle joué par la question démocratique dans la culture politique des gauches brésiliennes avant l'expérience de l'exil, avant cette défaite catastrophique qui a conduit presque tous les cadres et militants des gauches engagées dans la lutte contre la dictature civile-militaire au Brésil (1964-1979)² à la prison, à la mort ou à l'exil. On essaiera ensuite de saisir les transformations provoquées par l'expérience de l'exil et les changements subis par les gauches exilées avant le retour au pays, la portée et les limites de ces métamorphoses. En troisième lieu, on prendra la mesure des conséquences de ce processus à l'heure de l'amnistie, à l'heure du retour au pays

1. Ce texte a été établi à partir de la conférence d'ouverture du Colloque: *Exil du Brésil en France*, organisé à l'Université Paris-X, Nanterre, en novembre 2005. Il essaie d'intégrer les questions alors posées.

2. Il y a une forte tradition au Brésil de caractériser la dictature comme un phénomène exclusivement militaire : de là la dénomination de dictature militaire. Or la dictature, dès sa genèse et jusqu'à sa fin, a été civilo-militaire, associant aux chefs militaires grands capitalistes et nombreux leaders politiques et religieux. Nous prenons nos distances d'avec cette tradition et choisissons le terme dictature civilo-militaire. Cf. René Dreyfuss 1981. Une autre polémique concerne les dates limites de la période de la dictature au Brésil : tout le monde s'accorde sur la genèse, 1964, en dépit de divergences, jusqu'à aujourd'hui, à propos du mois et du jour où l'on peut dire que la dictature a commencé : d'aucuns, à gauche, tablent sur le 1er avril pour marquer le début de la dictature ; ce jour est associé au Brésil au jour du mensonge, jour des farces ; d'autres, à droite, privilégient le 31 mars, lorsque la victoire des droites a paru assurée. De même, il n'y a pas de consensus sur la fin de la dictature : 1979 (mon choix), quand furent abolis les Actes Institutionnels, en particulier l'AI-5, ou 1985, quand fut investi le premier président civil, José Sarney, élu vice-président par le Congrès National et investi à la magistrature suprême du pays à la suite du décès de Tancredo Neves ? Ou 1988, quand fut promulguée une nouvelle Constitution ? Ces controverses manifestent une certaine fluidité de la dictature brésilienne et les passions que ce sujet continue de susciter au Brésil... Cf. Aarão Reis, Daniel 2000 et Aarão Reis, Daniel; Ridenti, Marcelo e Motta, Rodrigo Patto Sá (orgs.), 2004.

pour ces gauches. Finalement, on dressera un bilan de l'exil en France, du point de vue de l'impact de cet exil dans les changements de la culture politique des gauches, tout particulièrement en ce qui concerne la question démocratique.

1. La question démocratique dans la culture politique des gauches brésiliennes avant le triomphe de la dictature civile-militaire

Essayons tout d'abord, sans aller trop loin, de préciser ces termes, si souvent discutés, de gauches, culture politique et démocratie.

Nous allons employer ici le mot de « gauches » toujours au pluriel. Au Brésil, comme ailleurs, les gauches se divisent en tendances : dans cet article, pour les examiner, nous distinguerons les tendances travailliste, communiste, socialiste et catholique social. Avant 1964, sans équivoque possible, ce sont les courants les plus importants, du point de vue politique et social.

Qu'est-ce que ces gauches ont en commun ? Peut-on dire qu'elles ont une culture politique commune ? Toutes ces tendances arborent le désir du changement et la centralité, dans le changement, d'une question, celle de l'égalité¹. Ce dénominateur commun fait de ces tendances des tendances de gauche, des tendances politiques qui veulent changer la société et changer de société dans le sens de l'égalisation des chances, des opportunités, des conditions politiques, sociales, économiques et culturelles.

Lorsqu'on parle de culture politique, on pense aux références communes et centrales qui se maintiennent dans le temps long, traversant différentes temporalités, bâtissant des identités reconnues par des amis et par des ennemis. La culture politique des gauches au Brésil, avant 1964, est fortement ancrée dans les programmes nationalistes et étatistes : ces gauches sont pour un Etat fort, interventionniste, régulateur, agissant au nom de la Nation, qu'on veut souveraine, indépendante des menées impérialistes, orientée vers le bien-être pour tous et l'égalité des chances².

En ce qui concerne la démocratie, les choses sont plus compliquées, en raison des controverses et des débats que le concept suscite.

Quand on parle démocratie, on pense évidemment, d'après l'étymologie, au pouvoir des majorités. Or, pour que ce pouvoir puisse se constituer, il faut que soient respectées et garanties les libertés - de parole, d'organisation autonome, par rapport à l'Etat, aux niveaux politique, social, culturel et religieux -, ce qui implique directement la liberté d'action dans tous ces niveaux aussi.

1. Cf. Norberto Bobbio, 1997.

2. Pour les références sur les cultures politiques, cf. Bernstein, Serge, 1998; Cefai, Daniel, 2001; Soihet, Rachel et alii (org.), 2005; Gomes, Ângela Castro, 2005; et Dutra, Eliana R. de Freitas, 2002.

Pour mériter son nom, la démocratie requiert encore des institutions qui garantissent les droits de tous - majorités et minorités - à la participation au contrôle du pouvoir et à la gestion de la chose publique ; et la liberté de choisir (et d'être choisi) et de remplacer au moment voulu et défini d'après des lois reconnues par tous, ceux qui vont participer plus directement à la gestion de la chose publique ; finalement, la démocratie prévoit la possibilité, reconnue et garantie par la loi, de l'alternance dans la gestion du pouvoir politique à tous les niveaux.

C'est l'ensemble de ces dispositifs qui garantissent aux majorités, sans jamais pouvoir écraser les minorités, le droit d'exercer le pouvoir politique.

La démocratie a d'autres dimensions.

Historiquement le concept s'est beaucoup élargi, comprenant, entre autres, des aspects sociaux (les droits sociaux, soit, le droit au travail, le droit à la retraite, etc.) ; des aspects ayant trait aux conditions identitaires des groupes déterminés qui se sentent à juste titre particulièrement opprimés à cause de leurs caractéristiques spécifiques (femmes, ethnies, homosexuels, etc.) et qui revendiquent la liberté de choix; des aspects écologiques qui se rapportent aux droits de vivre dans une ambiance non détériorée par la pollution, etc.

Peut-on alors qualifier de démocratique un régime qui assure les libertés politiques mais nie les droits sociaux, ou qui se dit démocratique mais légalise l'oppression des femmes en tant que femmes ? Ou qui soutient officiellement les valeurs démocratiques mais refuse la liberté de choix à ses citoyens en ce qui concerne les préférences sexuelles ?

Choisir des critères politiques comme décisifs, comme on le fait ici, relève d'une option pour le politique comme niveau central d'articulation à partir duquel la démocratie peut être caractérisée et perfectionnée : c'est assumer la démocratie comme un concept surtout politique. A partir de l'axe politique, une démocratie se structure, peut intégrer ou non d'autres dimensions dans un processus dynamique, caractéristique essentielle d'ailleurs des régimes démocratiques, en mouvement permanent, toujours instables, et imprévisibles, ce qui est rendu possible par la façon dont est organisé le pouvoir politique¹.

Ces précisions sommaires permettent d'ouvrir la discussion.

Considérons maintenant les gauches brésiliennes dans leurs rapports avec la démocratie, durant la période précédant l'instauration de la dictature en 1964.

Une remarque préliminaire s'impose : la faible tradition démocratique au Brésil, où la culture politique démocratique fait encore ses premiers pas, surtout à partir de la Constitution de 1946, élaborée après la chute du régime corporatiste de Getúlio Vargas.

1. Sur les dimensions de la démocratie, cf. Garcia, Marco Aurélio (org.)1986; Aarão Reis, Daniel; Ridenti, Marcelo e Motta, Rodrigo Patto Sá (orgs.), 2004, 1ère partie; et la 1ère partie de Fico, Carlos et allii (orgs.), 2004.

Le Brésil est alors un pays de traditions oligarchiques, conservatrices, autoritaires, qui sort à peine d'une dictature très populaire - l'*Estado Novo* -, l'Etat nouveau. Dans les dernières années de ce régime, à partir du pouvoir, on a essayé d'une façon très habile de créer une idéologie de soutien à Getúlio Vargas, le travaillisme, *trabalhismo*, fondée sur les droits sociaux, définis et reconnus à travers la Consolidation des Lois du Travail/CLT, *Consolidação das Leis do Trabalho*, promulguées en 1943 et condensant maintes revendications historiques des travailleurs¹. Et ce régime de l'*Estado Novo*, depuis 1937, quand il fut instauré, avait fait un grand effort dans le sens de la création d'une idéologie nationale ancrée dans un Etat fort, interventionniste et régulateur, autour de la figure charismatique du leader Getúlio Vargas. Cette idéologie n'était pas un expédient, quelque chose de négligeable, mais un investissement très sophistiqué articulant de nombreux intellectuels (y compris de gauche) et mobilisant des valeurs, des croyances et des espérances disséminées dans la société.

Quand l'*Estado Novo* a chuté, Getúlio Vargas, le dictateur, n'était pas - loin de là -, un politicien honni par les classes populaires, bien au contraire : elles revendiquaient sa figure et appréciaient son rôle, l'identifiant à la législation travailliste garantissant d'importants droits sociaux. Il n'était pas non plus, pour une partie non négligeable des élites du pays, une personnalité mal vue. Il continuait de jouir d'appuis importants dans les sommets de l'appareil d'Etat et, surtout, était identifié à une culture politique qu'on peut nommer nationale-étatiste dont les contemporains ne pouvaient imaginer la longévité².

Dans ce contexte, les valeurs démocratiques - libertés (de parole, de presse, d'organisation politique, etc.) et élections régulières - vont devenir d'abord l'apanage des élites conservatrices, de droite, qui voulaient faire rétrograder les droits sociaux garantis par la législation consacrée par l'*Estado Novo*.

Ainsi, chez les droites, élitistes, oligarchiques, soi-disant libérales, la démocratie est conçue, depuis la chute de Vargas en 1945, comme un champ ouvert à la chasse aux droits sociaux et à la culture politique nationale-étatiste, dite populiste³. Pour les gauches, et pour d'autres raisons, la démocratie est conçue comme un instrument de lutte pour d'autres buts, considérés comme plus importants : l'émancipation sociale et l'émancipation nationale.

Examinons maintenant les grandes tendances de gauche dans leurs rapports avec la question démocratique.

1. Cf. Gomes, Ângela Maria Castro, 1994 e Ferreira, Jorge (org.), 2001.

2. Cf. Fortes, Alexandre (org.), 2005 e Aarão Reis, Daniel, 2005; et surtout, Rodrigues, Leôncio Martins, 1990.

3. En fait, le terme va apparaître un peu plus tard pour assumer, depuis les années cinquante, un rôle hégémonique dans la vie politique et dans les cercles académiques (de droite et de gauche). Cf. Ferreira, Jorge (org.), 2001. I. e Gomes, Ângela Maria Castro, 2001 e Aarão Reis, Daniel, 2001.

Dans la tradition travailliste, du Parti Travailliste Brésilien/PTB, organisé en 1945, les questions clés sont toujours les questions nationales et sociales. Il faut, d'abord, coûte que coûte, soutenir les droits sociaux récemment acquis, empêcher les droites de les ignorer, de les révoquer. Ce travaillisme devient alors une force politique affichant des valeurs nationalistes, contre les ingérences et les interventions des entreprises et des gouvernements impérialistes, surtout les entreprises et le gouvernement nord-américains.

Chez les communistes, la démocratie est conçue, dans un jargon que les communistes vont répandre, comme un instrument d'accumulation de forces en faveur des transformations économiques et sociales. Un champ certes plutôt favorable, mais perçu comme un instrument, la démocratie conçue d'une façon instrumentale, pas comme un but en soi-même, ou comme une valeur qu'il faudrait préserver et/ou perfectionner¹. Pour les communistes, la véritable démocratie, c'est-à-dire, le régime assurant la participation égalitaire des masses aux bénéfices du développement économique viendra, un jour, lointain, comme résultat de la révolution sociale².

À côté des travaillistes et des communistes, une autre tendance politique, celle des socialistes brésiliens, liés au Parti Socialiste Brésilien/PSB, fondé en 1946, a essayé de trouver une troisième marge, entre communistes et travaillistes, à la recherche d'une synthèse entre socialisme et démocratie : une tentative assez intéressante ; mais les socialistes n'ont pas réussi à conquérir un espace considérable et, à la limite, de par leurs alliances avec le PCB et le PTB dans la période entre 1961 et 1964, ils ont presque partout perdu leur spécificité³.

Finalement, il faudrait examiner le point de vue du catholicisme social, une force politique qui a joué un rôle considérable à partir de la fin des années cinquante. Or le catholicisme social aussi, principalement ses ailes plus radicales, a misé surtout sur les questions sociales et nationales, à la recherche de ce qu'on appelait alors la seconde indépendance, en contraste avec la fausse, celle de 1822, quand le pays a tout simplement changé de domination: de la portugaise vers l'anglaise et, après, vers la domination des Etats-Unis.

Dans la période qui s'étend de 1961 à 1964, riche en luttes politiques et sociales, où l'on a eu une très nette radicalisation des conflits sociaux, ces tendances confondues étaient plutôt disposées à proposer les transformations sociales et l'émancipation nationale qu'à perfectionner la démocratie politique.

1. Pour la réflexion sur la démocratie comme valeur, cf. Coutinho, Carlos Nelson, 1980.

2. Pour une réflexion à propos des communistes dans la période entre 1943-1964, cf. Aarão Reis, Daniel, 2002.

3. Pour la trajectoire des socialistes brésiliens, cf. Vieira, Margarida Luisa de M., 1994 et 2002 e Gustin, M.B.S. e Vieira, Margarida Luisa de M., 1995.

Pour elles, plus précisément, perfectionner la démocratie politique c'était réussir à imposer leur *credo* d'émancipation sociale et nationale¹.

2. Les valeurs démocratiques après l'instauration de la dictature

Avec le triomphe de la dictature, en 1964, les gauches, désorientées par la défaite catastrophique, se sont beaucoup fragmentées, mais on pourrait les grouper en deux grands champs.

- D'une part, les tendances modérées – celles qui ont misé sur le retour du *statu quo ante* – ; elles seront décisivement affaiblies par la consolidation et la radicalisation de la dictature, par la dissolution des partis traditionnels, en 1965, et, finalement, par l'interdiction, en 1967, du *Frente Ampla* (Front Elargi), une organisation plutôt floue, qui essayait de grouper quelques-uns des grands leaders de la période d'avant 1964 : Carlos Lacerda, de la droite radicale, reconverti aux valeurs démocratiques, déçu de la permanence des militaires dans le contrôle du gouvernement, et les ex - présidents João Goulart et Juscelino Kubitcheck (celui-ci avait, lui aussi, appuyé plutôt discrètement, le coup d'Etat). Tous avaient été marginalisés par la dictature, empêchés de participer du jeu politique légal *via* l'interdiction pour dix ans de leurs droits politiques. Ils n'ont pas tenté de résister après la dissolution du *Frente Ampla*. Ainsi, les gauches modérées ont été condamnées, au moins pour une certaine période, à limiter leurs actions aux marges très étroites du Mouvement Démocratique Brésilien/MDB, seul parti politique d'opposition accepté par le régime dictatorial.

- D'autre part, les gauches révolutionnaires qui s'éparpillent en divers partis et micro-organisations. Pour ces forces politiques, la démocratie politique est dénoncée comme une mystification ; dans la tradition communiste la plus orthodoxe, elle pourrait seulement être sérieusement considérée après le triomphe de la lutte de libération nationale ou de la révolution socialiste.

Un peu plus tard, à partir de décembre de 1968, avec l'Acte Institutionnel n°5/AI-5 promulgué en décembre 1968, chez beaucoup des gens, et pas seulement au sein des gauches révolutionnaires, s'est développée la notion que le pays était irréversiblement condamné à l'impasse catastrophique. La dictature, dans ce cadre, était le destin du pays ; contre elle, on ne pouvait rien faire, sauf prendre les armes, ce que la plupart pourtant refusait, considérant cette voie comme une perspective sans issue.

1. Sur la radicalisation des gauches avant 1964 et la sous-estimation des valeurs démocratiques dans la culture politique – de droite et de gauche – dans la période, cf. Figueiredo, Argelina et Ferreira, Jorge, 2004.